

« TENDANCES DE L'ORIENT »

L'hypocrisie et l'intervention étrangère en Syrie

par Wassim Raad

PARTENAIRES | 3 SEPTEMBRE 2012

ESPAÑOL



Par Ghaleb Kandil

En réaction aux événements en Syrie, de nombreux Etats et forces politiques utilisent souvent l'expression du « refus de l'intervention étrangère ». Mais ces prises de position s'apparentent à de l'hypocrisie lorsqu'elles ne sont pas s'accompagnées d'une dénonciation des pays qui soutiennent le terrorisme, car elles donnent l'impression que ce qui se passe actuellement en Syrie n'est pas une ingérence étrangère dans le but de mener une guerre à la place des Etats-Unis et d'Israël pour détruire la Syrie.

L'intervention étrangère directe que les oppositions syriennes appellent de leur vœux est difficile à réaliser en raison de considérations stratégiques connues de tous, liées aux rapports de force en Syrie, aux équilibres régionaux et aux capacités de dissuasion de l'axe de la Résistance, sans oublier les relations de la Syrie avec la Russie et la Chine, ainsi que son alliance stratégique avec l'Iran.

Les stratèges américains, israéliens et atlantistes sont désormais convaincus qu'une invasion de la Syrie risque de provoquer une grande guerre dans la région et dans le monde, contre laquelle l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, a mis en garde. L'Occident craint qu'une telle guerre ne menace l'existence même d'Israël, les intérêts des Etats-Unis et la stabilité des gouvernements vassaux de l'Amérique dans la région.

Si ce qui se passe aujourd'hui en Syrie sur les plans politiques, militaires et de renseignements n'est pas une intervention étrangère, quel nom peut-on alors lui donner ? Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, qui constituent l'alliance hostile à la Syrie, se répartissent les rôles sur les plans militaires, financiers, logistiques et de communication. Ils fournissent aux terroristes les photos satellites, les informations collectées par les espions, organisent des camps d'entraînement en Turquie sous l'égide de la CIA et d'autres services de renseignements étrangers, tandis que les réseaux de soutien logistique sont implantés en Jordanie et au Liban.

Les Etats impliqués dans la guerre contre la Syrie le reconnaissent sur tous les toits. La seule appellation que l'on peut donner à ces agissements est l'intervention étrangère dans le but de détruire l'Etat syrien, de plonger le pays dans le chaos et les bains de sang et de provoquer une guerre civile. Les articles parus dans la presse occidentale sur la mobilisation et le déploiement en Syrie de jihadistes acheminés de Libye, de Tunisie, d'Afghanistan, de Tchétchénie, du Pakistan et des pays du Golfe, ne se comptent plus. Pire encore, des officiers de renseignements de pays de l'Otan se trouve sur sol syrien pour conseiller et diriger les groupes terroristes.

On ne peut prétendre dénoncer l'intervention étrangère en Syrie sans dénoncer tous les pays qui alimentent et soutiennent les groupes terroristes, et qui sont dirigés par les Etats-Unis. Ces Etats s'emploient à torpiller les tentatives de dialogue, en exerçant des pressions sur les opposants de l'intérieur et de l'extérieur, depuis le début de la crise.

Toutes ces réalités prouvent que la Syrie est aux prises, dès les premiers jours, à une agression planifiée et téléguidée de l'étranger, avec la complicité de pays de la région et de puissances internationales.

Toute prise de position sur la situation en Syrie qui ne se baserait pas sur cette réalité n'a aucune valeur. Et les hommes libres dans le monde arabe et sur la scène internationale qui prétendent lutter contre l'hégémonie impérialiste, le sionisme et toutes formes de néo-colonialisme, doivent prendre en compte ces faits.

Déclarations et prises de positions

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

« Je peux résumer la situation en une phrase : nous progressons, la situation sur le terrain est meilleure mais nous n'avons pas encore gagné, cela nécessite encore du temps. Je pense que parler de zones tampons n'est premièrement pas une option qui est sur la table, et deuxièmement c'est une idée irréaliste même pour les Etats hostiles et ennemis de la Syrie. Les gens patriotes et les gens bien ne s'enfuient pas, ne quittent pas la patrie. Finalement, cette opération est positive, c'est une opération d'auto-nettoyage de l'Etat premièrement et de la nation en général. Il faut rendre hommage à l'armée et aux forces de sécurité qui, en combattant les rebelles à travers le pays, mènent des actes héroïques. Malgré les nombreuses erreurs, il existe un lien solide entre le régime et le peuple syrien. Tout le monde est inquiet pour sa patrie, c'est normal. Mais ils ne parviendront pas à disséminer la peur, ils n'y parviendront jamais. Je dis aux Syriens, le destin est entre vos mains et pas entre les mains d'autrui. »

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« Nous sommes chiites sur la carte d'identité, sunnites de cœur et libanais avant tout. L'imam Moussa Sadr avait déclaré que le Liban est une patrie définitive pour les Libanais en général et les chiites en particulier. Il faut préserver l'unité interne face aux projets de division et de discorde qui sont en train d'atteindre des pays frères et qui risquent d'aboutir à la partition de la Syrie, sans parler d'une contagion au Liban, en Irak et en Jordanie. Il existe un projet israélien de chasser les Arabes de 1948 vers le Sinaï et Gaza, et la préparation d'un nouvel accord Sykes-Picot de partage de la région en zones d'influence. L'unité est le meilleur moyen de mettre un terme aux germes de la discorde. Je salue l'initiative du roi Abdallah d'Arabie de créer un centre à Riyad pour le dialogue entre les confessions musulmanes, J'invite les ulémas de Najaf, Zahar, Qom et d'Arabie à condamner les accusations d'hérésie. Israël est un ennemi suffisant et il n'est donc pas besoin d'en avoir d'autres. Je suis inquiet de la menace que représente el-Qaëda, et je crains pour l'unité de la Syrie qui fait face à un complot international. Le Liban est un détail dans le paysage régional. Il ne peut donc influencer sur la situation, par contre il sera probablement lui-même influencé par ce qui se passe autour de lui. Il n'y a pas de rôle arabe pour aboutir à une fin heureuse de la crise syrienne. J'appelle les cerveaux arabes et syriens à mettre un terme à l'hémorragie et à prendre le chemin du dialogue. Le dialogue par le feu et le sang s'étendra et fera des ravages en Syrie et dans les pays qui l'entourent. Je demande au gouvernement libanais d'éliminer les lignes de démarcation établies avec les régions éloignées et rurales, et à l'État de s'occuper du développement des régions du Akkar et de Dennyé. Ces régions ne doivent pas être traitées comme des repères de hors-la-loi et de trafiquants. L'imam Sadr avait dit : « La patrie est défendue par le pain, la résistance, la sécurité, la dignité et l'unité nationale. »

Cheikh Naim Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Sans la majorité, le Liban aurait sombré dans le chaos du fait du comportement du 14-Mars qui tente d'utiliser le Liban comme une

rampe de lancement du projet américano–israélien contre la Syrie et son peuple. Les tensions que connaît le Liban–Nord sont dues au fait qu'ils (le 14 Mars) se livrent au trafic d'armes à destination de la Syrie, donnent refuge à des éléments armés syriens et tentent d'entraîner le Liban dans la guerre civile. Mais en dépit de tout cela, ils ont été incapables d'entraîner le Liban à cause de la constance de la majorité, qui rejette l'utilisation du Liban comme scène pour la mise en œuvre des projets étrangers. Et lorsqu'ils ont perdu les moyens de peser dans l'équation syrienne, ils ont commencé à lancer des projets suspects, comme le déploiement de troupes internationales au Liban–Nord. Ils ont besoin de ces troupes pour les aider à mettre en place des zones tampons et faire du Liban une rampe de lancement. Le Hezbollah refuse que le Liban s'ingère dans les affaires syriennes. Il rejette de manière catégorique le déploiement de troupes internationales à la frontière nord. Il s'agit d'un projet sioniste par excellence, destiné à détruire tant le Liban que la Syrie. Il suffirait que le 14–Mars cesse de faire œuvre de sabotage au Liban–Nord pour que la stabilité revienne dans cette région. Il faut laisser le peuple syrien décider de ses options intérieures par le dialogue et la coopération, loin de toute intervention étrangère. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (Proaméricain)

« Les relations entre le Liban et la Syrie ne devraient pas être basées uniquement sur les intérêts communs d'une portion du peuple syrien et d'un parti au Liban. Il est temps de se débarrasser de l'influence du régime Assad sur les relations entre les deux pays. La première étape en ce sens sera d'annuler les accords conclus entre le Liban et le régime syrien et de suspendre le Conseil supérieur libano–syrien. L'armée syrienne viole régulièrement nos frontières et mène des opérations qui font des morts et des blessés du côté libanais sans aucune réaction de la part de notre gouvernement. Les explosifs ont été transportés ouvertement dans la voiture d'un ancien ministre comme si de rien était. La présence d'un Etat dans l'Etat pose des dangers

stratégiques énormes d'autant plus que le gouvernement n'est pas capable de contrôler cette entité. Les hommes armés se déplacent en toute liberté dans le pays, les enlèvements se multiplient, les routes sont bloquées. La seule façon de sauver le pays est de revenir au printemps libanais, qui a été le premier printemps dans la région. Assumons tous nos responsabilités lors des prochaines élections législatives et chassons les voleurs, les corrompus, les menteurs et tous ceux qui paralysent l'Etat. »

Serguei Lavrov, ministre russe des étrangères

« Lorsque nos partenaires disent que le gouvernement syrien doit être le premier à arrêter le combat et à retirer toutes ses troupes et ses armes des villes, et alors seulement appeler l'opposition à faire de même, eh bien, cela c'est un schéma totalement irréalisable. Ou bien les gens sont naïfs ou bien il s'agit d'une sorte de provocation. Peu importe votre opinion sur le régime syrien, il est complètement irréaliste dans la situation actuelle, quand on se bat dans les villes, de dire que la seule solution réside dans la capitulation unilatérale d'un des protagonistes. Nous ne nous rangeons pas du côté d'un régime ou de personnes en Syrie. Nous fondons simplement notre position sur ce qui est réaliste. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 31 août 2012)

Denise Atallah Haddad

Un professeur universitaire estime que les deux camps pro et anti-régime syrien au Liban fondent leurs positions vis-à-vis de la crise en Syrie sur des calculs faits en fonction du conflit interne qui sévit au sein des différents antagonistes libanais. Il exprime dans

ce cadre sa réticence à l'égard de la théorie de la dissociation adoptée par le gouvernement, considérant que les Libanais sont appelés aujourd'hui plus que jamais à se réunir afin de dissiper les craintes, avant de déterminer ce qu'ils attendent de leur relation avec la Syrie.

Ces propos ne trouvent écho ni chez les 14 mars ni chez le 8 mars. Pour l'opposition, il est impossible de rectifier les relations syro-libanaises sous le régime baasiste de Bachar al-Assad, qui a infligé toutes sortes de barbarie et d'injustice aux peuples libanais et syrien. Le 8 mars considère, pour sa part, que le camp adverse est allé tellement loin dans son hostilité à la Syrie, qu'il n'y a plus de place pour une réconciliation entre les deux pays. Dans ce cadre, un député de la majorité souligne que la rectification des relations entre la Syrie et le Liban a été entamée à l'issue du retrait de l'armée syrienne des territoires libanais, mais elle a été contrecarrée par le 14 mars. Le député constate que les termes et les expressions racistes employés durant la manifestation d'Achrafié réclamant l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie, dénotent qu'une partie des Libanais voue toujours une hostilité absolue à la Syrie. Il conclut que les Libanais doivent rectifier les relations entre eux-mêmes avant de discuter de la rectification des relations entre la Syrie et le Liban.

As Safir (31 août 2012)

Un expert concerné par le dossier des frontières maritimes du Liban affirme que le pays se trouve devant une occasion historique, qui lui permettra de réduire l'espace maritime qui fait l'objet d'un contentieux avec Israël de 800km² à 300km². La partie libanaise a réussi durant les réunions entre les experts libanais, israéliens et internationaux à Naqoura de prouver que les 500km² de cet espace reviennent au Liban. Il pourra le prouver auprès des Nations unies, si le Conseil des ministres approuvera le rapport du ministère des AE. En ce qui concerne l'Autorité de gestion du secteur pétrolier, le ministre d'Etat pour la Réforme et le Développement administratifs, Mohammad Fneich, a affirmé qu'il n'y a aucun désaccord entre le Hezbollah et le mouvement Amal au niveau de la nomination du membre chiite qui y siègera. Le nom de ce dernier fait l'objet d'un

consensus entre les deux partis depuis plusieurs mois, selon le ministre de la Santé, Ali Hassan Khalil. Les membres de l'instance qui sera chargée du secteur pétrolier seraient : Bahij Abou Hamzé (druze), Nasser Hteit (chiite), Wissam Chabbat (maronite), Wissam Zahabi (sunnite), ainsi qu'un membre orthodoxe et un autre catholique.

As Safir (29 août 2012)

Elie Ferzli

Le président du Conseil d'Etat, Chucri Sader, accompagné d'une délégation comprenant des représentants du ministère des Télécommunications, des services de renseignements de l'Armée libanaise, et des services de renseignements des Forces de sécurité intérieure, a effectué une visite de cinq jours en France, consacrée à l'affaire des données téléphoniques. Après ses entretiens avec des milieux judiciaires et sécuritaires français, la délégation est parvenue à la conclusion selon laquelle les appels téléphoniques font partie intégrante de la liberté de communication, stipulée par les lois libanaise et française. Par conséquent, les services de sécurité n'ont pas le droit d'avoir accès aux données téléphoniques que sur la base de demandes justifiées et limitées à des lignes et des usagers bien déterminés, spécifiant le type du délit commis. Certes, les demandes doivent être conformes au délit déterminé et leur objectif bien défini. Les organismes français compétents ont affirmé que la livraison de l'ensemble des données téléphoniques aux services de sécurité constitue une violation des dispositifs des lois françaises et libanaise.

Selon la loi française les factures téléphoniques détaillées font aussi partie des informations auxquelles les services de sécurité ne peuvent accéder que sur demande. Les Français estiment donc que la livraison de l'ensemble des données téléphoniques aux services de sécurité, tel qu'en vigueur actuellement au Liban, signifie que ces derniers ont l'autorisation de mettre sur écoute les appels téléphoniques de l'ensemble du peuple libanais.

Les Français ont affirmé à la délégation libanaise que la livraison

de l'ensemble des appels téléphoniques contrevient à la Constitution française. A la question de savoir dans quels pays la livraison des données téléphoniques est autorisée, un des interlocuteurs français a répondu : En Syrie, sous le régime actuel, en Libye, sous l'ancien régime, et actuellement au Liban. En Occident, la seule fois où les services de sécurité ont obtenu l'autorisation de violer la liberté de communication ce fut à la suite du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

As Safir (28 août 2012)

Nabil haitham

Michel Sleiman a jeté sa petite phrase et a claqué les talons : « J'attends que le président Bachar al-Assad entre en contact avec moi ».

Les propos du chef de l'Etat ont été expliqués de diverses manières. Certaines explications avancent que Sleiman a « glissé » à cause des rôles de conseillers qui prédisent la chute prochaine et inéluctable d'Assad, et qui pensent que même dans des centaines d'années, la Syrie n'aura plus aucune influence au Liban.

D'autres avis pensent que Sleiman n'a pas « glissé » mais qu'il a tenu ces propos intentionnellement, comme pour demander au président Assad de ne plus jamais l'appeler, alors que les deux hommes se parlaient régulièrement. Sans doute que l'attitude du président libanais est motivée par sa conviction que les jours d'Assad au pouvoir sont comptés.

Un haut responsable libanais estime que Michel Sleiman aurait mieux fait de laisser l'affaire Samaha prendre son cours judiciaire normal afin de porter un jugement. « Est-ce de cette façon que les chefs d'Etat se parlent entre eux », s'interroge ce responsable avant d'ajouter : « Lorsque Sleiman dit qu'il attend un appel d'Assad, pense-t-il sérieusement qu'il va recevoir cet appel ? Et si Assad n'appelait pas que fera-t-il ? Aura-t-il recours à l'escalade ou reculera-t-il et c'est lui qui appellera ou dépêchera un émissaire auprès d'Abou Waël ? Et que fera-t-il s'il obtient une réponse du

style : « La personne que vous demandez n'est pas disponible. »

A part les commissions rogatoires que la justice syrienne compte émettre, Damas s'est senti provoqué par l'attitude de Sleiman. Une personnalité très proche du commandement syrien rapporte l'évaluation suivante de l'attitude du président libanais : La position de Sleiman est une attitude agressive non moins grave que ce dont est victime aujourd'hui la Syrie ; depuis le début de la crise, Damas s'est habitué à un Sleiman donneur de leçon au mauvais moment, porte-parole des Américains, Français, saoudiens, qataris et Turcs, et de tous ceux qui sont les ennemis de la Syrie ; Damas estime qu'en adoptant cette approche dans l'affaire Samaha signifie que Michel Sleiman a pris d'emblée la décision d'une rupture diplomatique. Aussi, il n'y a nul besoin d'appels pour des éclaircissements autour de cette affaire ; en affirmant qu'il attendait un appel du président Assad est une tentative qui n'est pas innocente de mêler le nom du président syrien à une affaire qui suscite de nombreuses interrogations ; les propos de Sleiman dénotent une méconnaissance totale du président Assad. Il attendra longtemps l'appel qu'il espère recevoir.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou mounsef (31 aout 2012)

Il existe un paradoxe entre la lutte menée par les forces du 14-Mars en 2005 en vue de l'ouverture d'une ambassade syrienne au Liban, à la suite du retrait de la troupe syrienne des territoires libanais, et la dernière manifestation organisée par les mouvements étudiants du 14-Mars à Achrafié réclamant l'expulsion de l'Ambassadeur syrien de Beyrouth. Toutefois, le rassemblement des partisans du PSP au centre-ville aujourd'hui, placé sous le même signe du mouvement lancé par l'opposition actuelle devant le siège du ministère des AE, revêt une importance symbolique. L'initiative du PSP donne lieu à des spéculations quant au possible retour de Joumblatt dans le giron du 14 mars. Elle permet aussi d'accentuer les pressions sur le gouvernement actuel qui se désiste de soumettre le dossier de Michel Samaha au Conseil

des ministres et de convoquer l'ambassadeur syrien à Beyrouth en vue de s'enquérir des éléments évoqués par l'ancien ministre durant son interrogation. D'aucuns craignent que l'Etat libanais ne soit confronté à un problème de taille relatif à l'affaire Samaha, non pas sur fond des dissensions intestines qui sévissent entre les formations libanaises. Ils sont inquiets des conséquences de cette affaire sur les relations entre le Liban et le régime syrien, lesquelles se manifestent d'ores et déjà par les campagnes lancées à l'encontre de Michel Sleiman, par la Syrie, qui a qualifié les positions du président libanais de « guerre contre la Syrie ».

An Nahar (28 aout 2012)

sarkis Naoum

Comment l'Arabie saoudite espère-t-elle atteindre ses quatre objectifs régionaux, à savoir : en finir avec le régime d'Assad, avec l'hégémonie du Hezbollah, avec la menace iranienne et ramener l'Irak dans le giron de l'arabité sunnite ? Avant de répondre à cette question, il vaudrait mieux analyser l'état des « cibles saoudiennes ».

Des sources diplomatiques arabes estiment que le régime syrien dispose toujours de quatre facteurs qui font sa force et lui permettent de résister : 1-Les rebelles sont toujours divisés et ne parviennent pas à créer une structure politique et militaire unifiée. 2-L'armée syrienne reste solide et forte. De plus, le régime dispose de dizaines de milliers de miliciens, bien armés et entraînés, qui combattent aux côtés de l'armée. 3-La Russie de Poutine apporte un soutien illimité au régime Assad. La position de Moscou s'explique par sa volonté de défendre ses intérêts dans la région et par crainte pour sa stabilité interne, à cause du prosélytisme islamique fondamental, sunnite, wahhabite. 4-La disposition de l'Iran à fournir une aide jusqu'au bout à Assad, tant qu'il ne cède pas à la peur, aux pressions ou aux promesses. L'Iran est une grande puissance régionale, à forte population, disposant d'une importante économie, en dépit des sanctions, d'armes et d'ambitions.

L'Arabie saoudite, elle, a autant de pétrole que l'Iran mais n'a pas d'autres ressources naturelles. Elle a une faible démographie, de modestes moyens militaires.

La force du Hezbollah dépend de celle du régime syrien et de l'Iran. Mais ses ennemis ne doivent pas s'imaginer qu'en cas de chute du régime syrien, le parti sera affaibli à un tel point qu'il sera facilement vaincu. Non, il restera assez fort pour détruire le Liban et son peuple s'il est attaqué.

Reste le bonus, c'est-à-dire l'Irak. Il serait également illusoire pour l'Arabie saoudite de croire qu'elle peut récupérer ce pays. Les sunnites arabes y sont très minoritaires, et les chiites arabes y sont largement majoritaires.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 31 août 2012)

Radwan Mourtada

Les « Brigades Abdallah Azzam », affiliées à l'organisation Al-Qaïda, ont diffusé un enregistrement sonore intitulé « Message aux chiites du Liban ». Le message comporte une menace implicite qui vient sous la forme d'un « argument religieux précédant le passage à l'acte ». L'émir du mouvement profère ses menaces à partir d'une région sécurisée du camp palestinien d'Aïn el-Héloué, tandis que des milieux sécuritaires considèrent ce communiqué comme « un développement d'un extrême gravité ». Ce dernier enregistrement ne ressemble pas à ceux qui l'ont précédé. Il comporte cette fois-ci une réelle menace contre les chiites du Liban et ressemble à un dernier avertissement avant de passer à l'acte. Il a suscité un vif intérêt chez les responsables sécuritaires, notamment les spécialistes des mouvements fondamentalistes. Certains points soulevés par le communiqué sont les mêmes que ceux que l'on retrouve dans le discours politique du 14-Mars, plus particulièrement les craintes qu'il exprime pour le secteur du tourisme au Liban, qu'il juge menacé par le Hezbollah. Al-Qaïda s'éloigne ainsi de ses principes initiaux, puisque l'organisation dénonce d'habitude les « perversions et autres vices » apportés par

le tourisme. Le plus bizarre c'est qu'Al-Qaïda au Liban encourage le tourisme et appelle à sa libéralisation, tandis que les Frères musulmans d'Égypte empêchent certaines artistes égyptiennes de rentrer dans leur propre pays.

Le « Message aux chiites du Liban » est un enregistrement sonore de 15 minutes, lu par l'émir de l'organisation au pays de Cham (Syrie), le cheikh saoudien Majed Majed (né en 1973), connu sous le nom d'Abou Abdallah Al-Jazraoui. Il a été diffusé par le Centre médiatique Al-Fajr, habituellement utilisé par Al-Qaïda pour transmettre ses messages et communiqués. Certaines informations avaient indiqué que Majed avait quitté Aïn el-Héloué, il y a quelques mois, pour rejoindre la « révolution syrienne ». Toutefois, des sources de sécurité et des habitants du camp indiquent qu'il se trouve toujours à Aïn el-Héloué, en compagnie d'un autre intégriste recherché par les autorités libanaises, Toufic Taha, surnommé Abou Mohammad. Les experts s'appliquent à lire entre les lignes du message de Majed Majed. Ils sont arrivés à la conclusion que le délai qui nous sépare du passage à l'acte par Al-Qaïda n'est plus très long. Le ton utilisé prouve aussi que l'organisation a procédé à un repositionnement après la série de revers qu'elle a subis, dus notamment au manque de financement. Ce repositionnement s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie qui consiste à transférer les opérations dans les pays entourant la « sainte Jérusalem », en prélude à sa libération. Le nouveau principe se base sur le postulat suivant : « Combattre l'apostat qui est proche prime sur la lutte contre l'athée qui est lointain ».

Al Akhbar (29 août 2012)

Firas el-Choufi

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, tire désormais à boulets rouges sur le Hezbollah, ne l'excluant plus de ses attaques contre le régime syrien. Ses positions s'avèrent toutefois moins virulentes que celles qu'il affichait avant 2008. Durant cette période, plus particulièrement le 7 mai, les forces du 14-Mars, Walid Joumblatt compris, fortes du soutien des

Etats-Unis, pensaient que Washington ferait tout en vue d'empêcher que le Hezbollah ne prenne le contrôle du Liban. Toutefois, quelques heures après la riposte armée du parti de Dieu, les Etats-Unis, se sont rétractés de leur position, affirmant devoir composer avec le fait accompli.

Certes, l'heure a tourné. Les connaisseurs savent que si Walid Joumblatt tient à ses relations avec le Hezbollah c'est qu'il veut éviter la réédition des événements du 7 mai 2008. Il est également conscient que le chaos changera la donne et qu'il en sortira perdant.

Les forces du 8-Mars font fi des acharnements médiatiques de Joumblatt contre le Hezbollah. L'important pour ce camp est le rôle que joue le leader druze en particulier au niveau du maintien du gouvernement en place et à la préservation des équilibres internes, considérant que ses attaques contre le Hezbollah ne sont qu'une manœuvre afin de se frayer un chemin vers le palais royal saoudien. Quant à ses positions extrémistes à l'encontre du régime syrien, elles sont motivées par des considérations électoralistes, estiment-elles.

Les sources proches de Joumblatt affirment de leur part que ses déclarations au sujet de l'anarchie des armes ne visent pas les armes de la Résistance braquées contre l'ennemi israélien. Et de préciser que Joumblatt entend par ses critiques l'importance de contrôler les armes afin qu'elles soient employées dans le cadre de la Résistance ou au service de la formule armée, peuple, résistance. Les responsables du Hezbollah quant à eux se disent accoutumés aux « changements de cap Joumblattistes », affirmant que les relations entre le Hezbollah et le locataire du Moukhtara ne se sont pas rompues et que les deux parties œuvrent en vue de désamorcer les crispations sur le terrain.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad, 31 août 2012

Le rendez-vous a beau être annuel, il a revêtu cette année une

coloration particulière, notamment à cause du discours d'une rare fermeté du commandant en chef de l'armée. Devant les officiers à la retraite et ceux en fonction, le général Jean Kahwagi a affirmé que l'armée n'acceptera pas d'être soumise à un chantage politique d'où qu'il vienne, tout en assurant qu'elle remplira sa mission de sécurité et de protection des frontières pour empêcher la création de zones tampons et l'infiltration au Liban de la discorde venue de l'extérieur.

La voix claire et forte, le général Kahwagi a commencé par rendre hommage aux officiers à la retraite qui ont passé une grande partie de leur vie à servir la patrie, et à l'armée, « sans laquelle nous ne serions pas réunis aujourd'hui et nous n'aurions pas eu la chance de servir notre pays. La contagion syrienne, la situation à Tripoli, les opérations d'enlèvements, la situation au Sud et la sécurité des frontières, le général Kahwagi a évoqué tous les thèmes ainsi que le cas du député Mouïn Merhebi sans le nommer.

Le message est clair : l'armée n'acceptera pas qu'on s'en prenne à elle, ni oralement ni dans les actes, ni qu'on profite de la liberté d'expression – qui reste une grande valeur au Liban – pour créer des tribunes contre elle et tenter de provoquer un environnement qui lui est hostile. « Le recours à la justice n'est que la concrétisation de cet engagement », a martelé le commandant en chef de l'armée. « Les changements politiques et sécuritaires qui se produisent dans certains pays arabes, a déclaré le général Kahwagi, ont abouti à de grandes difficultés qui se sont développées et ont touché nos frontières. Nous nous sommes trouvés devant de nouvelles missions qui consistent à contrôler nos frontières et à maîtriser la situation provoquée par cette situation nouvelle, notamment l'afflux des réfugiés et les opérations d'enlèvements exécutées à des fins diverses. La solution était depuis le début le renforcement du déploiement de l'armée dans toutes les régions libanaises, surtout dans le Nord, sans négliger les autres, notamment le Sud, avec nos frontières terrestres et maritimes où l'ennemi israélien est à l'affût. »

À ce sujet, le général Kahwagi a assuré que l'armée est prête à défendre les droits libanais légitimes dans la zone économique

exclusive. Ce qui requiert un renforcement de la disponibilité de l'armée, ainsi que la coopération avec la Finul et la préservation de la relation avec les habitants du Sud.

Le commandant en chef de l'armée a affirmé que la troupe continuera à démanteler les réseaux d'espionnage et de terrorisme, comme celui qui a été récemment découvert et qui sévissait contre les banques. « L'armée a pour objectif d'être à la hauteur des défis actuels, a encore déclaré Kahwagi. Nous regrettons toutefois que son attitude sage lors des derniers événements sécuritaires (enlèvements, coupures de routes et affrontements à Tripoli) ait été interprétée par certains comme une faiblesse. Ceux-ci ont pris l'institution militaire pour cible et ont cherché à manipuler les sentiments des citoyens.

Mais l'armée continuera d'assumer la responsabilité de la sécurité des Libanais et des étrangers vivant au Liban. Elle traitera avec fermeté tous les dossiers sécuritaires, sans se soumettre aux désirs de ceux qui veulent faire couler le sang à des fins politiques étroites, loin de l'intérêt national. »

Kahwagi est revenu sur l'initiative de l'armée visant à établir des ponts entre les parties concernées sur le terrain, assurant qu'il s'agit d'une démarche dictée par la sagesse qui ne remet pas en cause son engagement à assurer la sécurité à Tripoli et à répondre aux sources de feu. « À ce sujet, l'armée a informé toutes les parties politiques qu'elle est en mesure de frapper douloureusement tous les individus armés, quelles que soient leurs allégeances, à condition qu'elles cessent clairement de les couvrir au lieu d'utiliser un langage ambigu », a-t-il précisé.

« L'armée, a déclaré, Kahwagi, est déterminée à exécuter son plan militaire sur la scène interne et, en dépit de ses moyens modestes, elle oeuvre à contrôler les passages frontaliers pour empêcher la discorde de s'y infiltrer et de provoquer un retour en arrière au Liban. L'armée ne permettra jamais l'établissement de zones tampons échappant à l'autorité de l'État qui montreraient que le Liban devient partie au conflit, alors qu'il veut rester à l'écart... »

Kahwagi a encore déclaré que l'armée ne permettra à aucune

partie politique d'exercer un chantage sur elle et qu'elle souhaite en même temps établir de bonnes relations avec toutes les forces politiques, car elle croit à la diversité du Liban. « L'armée ne permettra pas non plus à n'importe quelle partie de l'utiliser comme paravent, de chercher à utiliser ses positions dans son intérêt propre ou de l'entraîner dans un camp ou un autre. Elle est engagée sous l'autorité de l'État uniquement », a-t-il dit.

Le commandant en chef de l'armée a été encore plus précis, affirmant que certains ont mal interprété le silence de l'institution militaire face aux attaques qui l'ont visée et qui ont été véhiculées par les médias, en pensant qu'il s'agit d'un signe de faiblesse. « Désormais, elle ne gardera plus le silence lorsqu'elle est attaquée. Son recours à la justice n'est que l'expression de son respect envers les institutions et elle espère que toutes les forces politiques suivront cet exemple. Si nous tenons beaucoup au respect de la liberté d'expression au Liban, nous n'accepterons pas qu'elle soit utilisée pour promouvoir des idées destructrices et pour favoriser l'émergence d'un environnement hostile à l'armée et aux institutions de l'État en général... » Kahwagi a renouvelé l'engagement de l'armée à garantir le bon déroulement des échéances qui attendent la nation, ajoutant que la troupe restera le bouclier qui préserve la stabilité du pays et y défend les valeurs de la démocratie, de la liberté et de la justice.

L'Orient-Le Jour (31 août 2012)

Dans un communiqué publié jeudi, l'ancien directeur de la Sûreté générale Jamil Sayyed est revenu sur l'arrestation des quatre généraux le 30 août 2005. Il a voulu rappeler aux Libanais que cette date « représente la vaste opération de fraude exécutée par Saad Hariri avec la complicité de l'ancien procureur général près la Cour de cassation Saïd Mirza, ainsi que par les généraux Achraf Rifi et Wissam Hassan, qui ont transformé la cause juste de l'assassinat de feu Rafic Hariri en une mascarade judiciaire et politique sur les plans local et international, par le biais de la fabrication de faux témoins comme Zouheir Siddiq, Houssam Houssam et d'autres ».

Le général Sayyed ajoute que « Rifi et Hassan n'ont visiblement pas tiré les leçons de la fabrication de faux témoins puisqu'ils continuent à utiliser le même procédé ». « Leur dernière récidive, a-t-il souligné, porte sur leur exploitation du dossier de l'ancien ministre Michel Samaha et la violation systématique du secret de l'instruction. » Sayyed déclare encore qu'il reste beaucoup de questions sans réponses auxquelles Rifi et Hassan doivent répondre. « Par exemple : où sont les enregistrements complets qui montrent que Samaha a été sollicité et entraîné vers l'opération avant le 20 juillet 2012 ? Pourquoi « l'informateur roi » Milad Kfoury a-t-il été « exfiltré » hors du Liban ? Pourquoi Kfoury et Samaha n'ont-ils pas été arrêtés en flagrant délit dans le parking de l'immeuble où réside Samaha au moment de la remise des explosifs puisque l'unité de renseignements des FSI était au courant de l'opération ? À quoi servent les examens d'ADN effectués dans la voiture de Samaha ? » En conclusion, M. Sayyed souligne que les généraux Rifi et Hassan « devraient comprendre que les temps ont changé et qu'il n'y a pas aujourd'hui au Liban une commission d'enquête internationale, ni une immunité confessionnelle et professionnelle pour les protéger des poursuites ».

The Independent (Quotidien britannique, 29 août 2012)

Robert Fisk

Daraya, où a eu lieu le massacre, est une ville de fantômes et de questions. En échos, des explosions d'obus de mortier et des coups de feu. Ses rares habitants qui reviennent parlent de mort, d'agressions, de « terroristes » étrangers, et du cimetière, hanté par des tireurs embusqués.

Les hommes et les femmes à qui on a pu parler, dont deux ont perdu des êtres chers ce jour-là à Daraya, racontent une histoire différente de la version qui a été répétée à travers le monde : leur récit est celui d'une prise d'otages par l'Armée syrienne libre et une négociation désespérée pour un échange de prisonniers, avant que les forces gouvernementales du président Bachar al-Assad ne

fassent irruption dans la ville pour la reprendre aux rebelles. Officiellement, pas un mot de ces pourparlers entre les ennemis. Mais de hauts officiers syriens ont révélé à The Independent comment ils avaient « épuisé toutes les possibilités de réconciliation » avec ceux qui tenaient la ville. Des habitants de Daraya ont confirmé qu'il y avait bien eu une tentative d'échange de soldats réguliers qui n'étaient pas en service et des civils –apparemment enlevé par des rebelles en raison de leurs liens familiaux avec l'armée gouvernementale– contre des rebelles détenus par l'armée. Lorsque ces négociations ont échoué, l'armée a avancé à Daraya.

Les corps ont été déplacés du cimetière, où beaucoup d'entre eux ont été retrouvés, et quand nous sommes arrivés en compagnie de soldats syriens au cimetière sunnite, des tireurs embusqués ont ouvert le feu, touchant l'arrière de l'ancien véhicule blindé dans lequel nous étions assis.

Pourtant, nous avons pu parler aux civils, loin des responsables syriens –et dans deux cas à l'intérieur de leurs propres maisons. Une femme, qui a dit s'appeler Lina, a affirmé qu'elle traversait la ville dans une voiture quand elle a aperçu au moins 10 corps d'hommes allongés sur la route près de son domicile. « Nous n'avons pas osé nous arrêter », a-t-elle dit, ajoutant que les troupes syriennes n'étaient pas encore entrés Daraya à ce moment là.

Un autre homme a déclaré que, bien qu'il n'ait pas vu les morts dans le cimetière, il pense que la plupart étaient membres de l'armée gouvernementale, dont plusieurs conscrits. « L'un des morts était un facteur. Ils l'ont pris parce qu'il était un employé du gouvernement », a-t-il dit. Une autre femme raconte comment des hommes armés portant des cagoules ont fait irruption dans sa maison et comment, effrayée, elle les embrassa pour les empêcher de tuer sa propre famille. Ils s'agissaient d'insurgés.

La maison de cheikh Amer Rajab, un chauffeur de chariot, avait été transformée par des hommes armés en base pour l'Armée libre. Ils ont brisé la vaisselle, brûlé des tapis et des lits et emporté les puces des ordinateurs pour les utiliser dans la fabrication de

bombes, peut-être.

United Press International (Agence de presse américaine, 31 août 2012)

Le journaliste américain indépendant qui avait disparu depuis deux semaines en Syrie est détenu par les forces du régime Assad, ont annoncé jeudi 30 août le Washington Post et le groupe de presse McClatchy, ses derniers employeurs. Selon le Washington Post, qui cite des sources diplomatiques, Austin Tice, 31 ans, était détenu près de Daraya, dans la banlieue de Damas, où ont lieu de violents combats entre les rebelles et l'armée régulière.

L'ambassadrice tchèque en Syrie Eva Filipi, qui représente les intérêts américains sur place depuis la fermeture de la mission américaine, a déclaré lundi sur une télévision tchèque que le journaliste était en vie et détenu par les forces gouvernementales près de Damas, où les rebelles combattent l'armée régulière. « Nous examinons les informations selon lesquelles Austin Tice est entre les mains des autorités syriennes », a déclaré dans un communiqué Marcus Brauchli, directeur général du Post.

« Si elles sont avérées, nous exhortons les autorités à le relâcher rapidement et en bonne santé. Des journalistes ne devraient jamais être arrêtés pour avoir fait leur travail, même – surtout – dans des circonstances difficiles », a-t-il ajouté.

Si Austin Tice « est effectivement détenu par le gouvernement syrien, nous espérons qu'il est bien traité et qu'il sera vite libéré », a renchéri Anders Gyllenhaal, vice-président de McClatchy.

Selon McClatchy, le département d'Etat américain a assuré que le régime de Bachar al-Assad n'avait pas répondu à des demandes officielles sur le sort d'Austin Tice. Des diplomates américains travaillent, à travers la médiation de la République tchèque, « pour obtenir plus d'information sur son état de santé et le lieu où il se trouve », a ajouté le groupe.

Ancien soldat de la Marine déployé en Afghanistan et en Irak, Austin Tice, un reporter-photographe, est arrivé en Syrie depuis la

Turquie en mai sans visa, une pratique commune chez les journalistes couvrant le conflit, a précisé le Washington Post. Après avoir voyagé avec des combattants rebelles, il s'est dirigé vers Damas en août pour couvrir les combats dans la capitale. Selon McClatchy, il n'a pas donné de nouvelles depuis le 13 août.

Fides (Agence missionnaire proche du Vatican, 28 août 2012)

L'archevêque grec catholique (melkite) d'Alep, Mgr Jean-Clément Jeanbart, se trouve au Liban après que le siège de l'archevêché a été saccagé jeudi dernier par des groupes non identifiés.

Lors d'affrontements à Alep entre troupes loyales au président Bachar al-Assad et rebelles, l'archevêché a été partiellement saccagé quelques heures après que Mgr Jeanbart, son vicaire et quelques prêtres eurent quitté les lieux pour trouver refuge à la maison des franciscains de la ville. Selon des sources de la communauté chrétienne locale, les auteurs sont « des groupes non identifiés, qui entendent alimenter une guerre confessionnelle et entraîner la population syrienne dans des conflits sectaires ».

Selon le père franciscain d'Alep, George Abou Khazen, l'archevêque est parti pour le Liban où il se trouve encore. Les jours suivants, quand les forces loyalistes ont repris le contrôle de la zone, le vicaire de Mgr Jeanbart est revenu dans l'archevêché, où il a constaté que les portes avaient été forcées et que des objets avaient été volés, des ordinateurs notamment.

Des miliciens ont aussi endommagé l'archevêché maronite et le musée chrétien byzantin Maarrat Nahman, selon les mêmes sources.

La semaine dernière, l'armée syrienne avait repris aux rebelles les quartiers chrétiens du centre-ville d'Alep. Mgr Jeanbart s'était déclaré préoccupé par la présence de combattants étrangers et l'existence d'« organisations pour trouver des jihadistes ». « C'est pourquoi il y a des fondamentalistes qui viennent de la Libye, de la Jordanie, de l'Égypte, de plusieurs autres pays, d'Afghanistan, même de Turquie », avait-il remarqué à Radio Vatican.

Wassim Raad

Source : « L'hypocrisie et l'intervention étrangère en Syrie », par Wassim Raad, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 3 septembre 2012, www.voltairenet.org/a175711